

ISRAËL ET L'EUROPE



S. E. M. Oded Eran, ambassadeur d'Israël auprès de l'Union européenne à Bruxelles. (Photo: Bethsabée Süßmann)

Par Roland S. Süßmann

Dans l'édition du «Jerusalem Post» du 3 novembre 2004, M. Zalman Shoval, ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis, écrivait notamment: «Un rapport secret à l'usage interne du ministère des Affaires étrangères avertit qu'Israël et l'Europe vont se retrouver rapidement dans un état de confrontation qui causera de sérieux dommages à l'État juif et ce aussi bien sur le plan politique qu'économique.» D'après cette étude réalisée par le centre de recherche politique du ministère, si l'influence politique de l'Europe continue à se renforcer, Israël pourrait

se retrouver de plus en plus isolé au point que sa souveraineté et sa légitimité en tant qu'État juif indépendant seraient remises en cause.

Sur base de ce rapport, Zalman Shoval se lance ensuite dans une analyse très lucide qu'il termine en disant: «Au lieu d'encourager les palestiniens à stopper la violence, les ministres des Affaires étrangères de l'UE critiquent Israël lorsqu'il exerce son droit légitime à l'autodéfense et qu'il protège ses citoyens contre la terreur.» Au vu de ces propos somme toute assez pessimistes, nous nous sommes rendus à Bruxelles chez *S.E.M. ODED ERAN*, ambassadeur d'Israël auprès de l'UE, afin de faire le point sur l'état réel des relations entre l'Europe et Israël.



Lors de sa visite à Jérusalem au mois de décembre 2004, le Premier ministre Tony Blair a également rencontré le président Moshé Katsav.

Nous supposons que comme tout le monde, vous avez vu et lu ce rapport. Qu'en pensez-vous?

Contrairement à ce que vous pouvez penser, non seulement je n'ai pas eu de copie de cette étude, mais personne ne m'a consulté à ce sujet pour son élaboration. Toutefois, mon expérience quotidienne me fait penser que ces conclusions sont nettement exagérées et que rien n'indique pour l'instant que nos relations avec l'Europe se dirigent vers une confrontation majeure qui aurait pour but de remettre en question la légitimité d'Israël. Cela dit, il n'est de secret pour personne que les relations entre l'Europe et Israël subissent depuis des années de nombreux et profonds revers, tant sur le plan historique, ethnique que religieux. Dans le cadre de l'histoire moderne d'Israël, nous avons vécu au moins deux événements dramatiques avec les Européens: le premier en 1967, lorsqu'Israël a fait face à une menace existentielle et que la France a abandonné l'État juif; le second en 1973, là encore à un moment crucial où la survie du pays était menacée, quand la Grande-Bretagne a abandonné l'État hébreu. Dans les deux cas, c'est au moment où Israël était confronté aux plus grands dangers que ces deux pays ont décidé de lui imposer un embargo sur les ventes d'armes, tellement nécessaires pour sa défense et sa survie. Ces deux événements gravissimes ne sont que la pointe de l'iceberg d'une longue histoire des relations mutuelles et ont

profondément marqué l'approche et l'attitude israéliennes à l'égard de l'Europe. Parallèlement, nous disposons d'un réseau de relations très étendu avec l'Europe, aussi bien dans le domaine économique, scientifique que politique. Israël ne peut en aucun cas ignorer l'importance de la nouvelle Europe qui, malgré toutes les difficultés, est en passe de devenir un géant économique, géographiquement plus proche de nous que toute autre entité internationale. N'oublions pas que l'environnement stratégique et politique direct de l'Europe inclut le Proche-Orient. Il est donc important pour les deux côtés d'établir un dialogue qui permette de développer et d'approfondir les relations, d'améliorer la compréhension mutuelle et de tenter de survenir aux difficultés qui émanent des divergences politiques. Je ne crois pas que ces buts puissent être atteints en coupant les ponts, en brisant des relations diplomatiques ou en instaurant des sanctions économiques. Il ne faut pas oublier qu'Israël représente 50% des protagonistes du conflit du Moyen-Orient. Or si l'Europe veut effectivement jouer un rôle dans la recherche d'une solution, elle doit être à même de parler aux deux parties. Si elle entreprend l'une ou l'autre des étapes évoquées dans ce rapport, elle perdra toutes les bases politiques nécessaires qui lui permettraient d'avoir une quelconque influence.

Malgré tout, le fossé politique entre les positions



Lors de sa visite à Jérusalem, le ministre italien des Affaires étrangères M. G. Fini a notamment déclaré: «Le rôle de l'Italie est de convaincre les autres États de l'UE de la justesse des revendications et des motivations d'Israël».

israéliennes et européennes reste assez profond. Qu'en est-il véritablement ?

Nous devons être conscients de la différence d'opinions sur les questions fondamentales concernant le conflit. Pour l'instant, les deux parties ont décidé de se concentrer sur les problèmes immédiats qui découlent de la mort d'Arafat, comme la stabilisation de l'économie dans les zones contrôlées par l'OLP, les réformes nécessaires au sein de l'administration de l'Autorité palestinienne et la question du retrait unilatéral d'Israël de la bande de Gaza. Quant à la prochaine étape, selon les termes de la fameuse Feuille de route, ce sera aux deux parties directement impliquées de mener les négociations à bien. Concernant les éléments externes comme les États-Unis ou l'Europe, leur rôle devrait se limiter à celui d'aide ou d'intermédiaire et en aucun cas à imposer leurs vues quant au résultat final d'éventuels accords qui pourraient être conclus entre Israël et ses voisins.

Lorsque vous dites qu'il s'agit de «tenter de survenir aux difficultés qui émanent des divergences politiques», comment pensez-vous que cela peut se traduire dans les faits ?

Nous sommes sur le point de conclure un accord avec l'UE qui est en fait un résultat direct de l'élargissement de la Communauté. En effet, en raison des nou-

velles frontières de la «grande Europe», nous sommes considérés comme l'un des États les plus importants des sept pays dits avoisinants avec lequel l'Europe est sur le point de conclure des traités particuliers. Selon les termes de notre accord, l'Union européenne et Israël s'engagent formellement à établir un dialogue politique approfondi, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Celui-ci comprend des sujets comme l'antisémitisme, la lutte contre le terrorisme et le processus de paix. Un second chapitre concerne l'extension des relations économiques, sociales, scientifiques et intercommunautaires entre les pays de l'Union et Israël. Concernant le développement du dialogue politique, celui-ci pourra être concrétisé par l'établissement de commissions bilatérales de discussions sur les différents aspects du conflit et la manière de le résoudre, un dialogue plus intense pourra également être envisagé au niveau ministériel et à l'échelon politique des différentes institutions de l'UE: le conseil des ministères des Affaires étrangères, le comité de politique et de sécurité, qui inclut les ambassadeurs des différents pays représentés, les divers groupes techniques de l'UE concernés par les problèmes du Moyen-Orient, etc. Quant à la question de savoir comment rapprocher les positions en tant que telles, je vais peut-être vous surprendre en vous disant que je ne suis pas persuadé qu'une telle démarche soit absolument nécessaire. Après tout, nous n'allons pas conclure un accord de



Lors de son passage en Israël, M. Nicolas Sarkozy a été reçu par le Premier ministre M. Ariel Sharon.

paix entre Israël et l'UE. C'est pourquoi je pense qu'entre l'Europe et nous, l'important est, comme je vous l'ai dit, d'arriver à une meilleure compréhension. Celle-ci est absolument nécessaire et ce sans qu'aucune des deux parties ne soit obligée d'accepter irrévocablement le point de vue de l'autre. J'insiste sur ce point précis relatif à la «meilleure compréhension mutuelle» car si l'Europe veut ou doit jouer un rôle d'intermédiaire, elle doit le faire de manière à ne pas nuire au processus ou simplement à l'une ou l'autre des parties. Si l'Europe ou les USA prennent une position définitive qu'ils tentent d'imposer, toute négociation sera impossible, l'Autorité palestinienne n'ayant aucune raison de nous écouter et de prendre notre point de vue en considération. Aujourd'hui en Europe, nous assistons à un début de changement. Je pense à un point fondamental sur lequel les Européens semblent mieux comprendre notre position: la question du retour des réfugiés. Ils ont pris conscience que l'essence même d'Israël, soit le caractère juif de l'État, sera dangereusement diluée si le principe du retour des réfugiés arabes par millions est accepté. Je dois admettre que nous avons nos divergences de vues sur les questions territoriales. L'UE veut que nous retournions aux frontières de 1967, à moins que les parties concernées n'en décident autrement. Cette position est d'ailleurs proche de celle des États-Unis. En ce qui concerne la question de Jérusalem, aussi bien l'Amérique que l'Eu-

rope ont compris que l'idée de diviser à nouveau la ville ne peut que constituer une contribution négative pour la compréhension entre les populations locales. Tous ces points démontrent que nous sommes au début d'un changement de ton dans le dialogue qui porte plus le désir de trouver des solutions que celui d'exacerber ce qui nous divise. Les deux parties font des efforts dans ce sens. Je ne voudrais pas sous-estimer ou minimiser le fossé qui nous sépare encore concernant de nombreux sujets, mais l'environnement pour une meilleure compréhension est plus favorable qu'il y a deux ou trois ans.

Vous dites que les Européens comprennent mieux la position d'Israël sur la question du retour des réfugiés. Pensez-vous que ceci soit motivé par la présence de plus en plus importante d'Arabes et de musulmans dans les pays européens et surtout par les dangers que ces populations représentent pour les démocraties?

Le nouvel environnement démographique et les événements du 11 septembre contribuent à la meilleure compréhension du point de vue israélien sur ce point précis. Je pense aussi d'une certaine manière que ceci renforce la position européenne sur notre retour aux frontières de 1967. En effet, ils nous disent: «Si vous, Israéliens, insistez sur le caractère juif de votre État, nous ne voyons pas comment vous pouvez incorporer trois millions de palestiniens». Il en découle que la



Malgré la politique pro-arabe des Européens, le dialogue entre Israël et l'UE est permanent. Voici M. Silvan Shalom avec son homologue M. Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, qui assume actuellement la présidence tournante de l'UE.

question démographique et la question territoriale qui y est liée constituent la base de la réflexion des Européens sur la problématique du Moyen-Orient. Cela dit, il ne fait aucun doute que le nouvel environnement démographique en Europe non seulement aide à mener vers une pensée plus positive à notre égard, mais contribue à améliorer la lutte contre l'antisémitisme. Ceci est avant tout dû au fait qu'en Europe aujourd'hui, de nombreux actes antijuifs sont perpétrés par des musulmans. Ceci constitue un élément nouveau dans le mode de pensée européen. De plus, les actes de terrorisme en Espagne ont rappelé aux Européens que nous devons nous unir pour combattre le terrorisme, car celui-ci ne frappe pas qu'en Israël et aux USA.

Avant leur entrée dans l'UE, les nouveaux États membres, en particulier la Pologne, étaient très alignés sur la politique américaine au Moyen-Orient. Pensez-vous que ceci risque de changer et que ces pays se rangeront progressivement sur la politique de la France ou d'autres pays dominants connus pour leur politique pro arabe ?

Il faut effectivement reconnaître qu'une grande partie des nouveaux membres ont une bien meilleure compréhension des positions israéliennes que les pays de l'Union avant son élargissement. Il en découle une volonté plus forte et plus déterminée à supporter les positions israéliennes. Je me rends compte de cette

réalité à Bruxelles et lorsque je visite les capitales de ces États, comme je l'ai fait en Pologne en novembre 2004. Ces pays ne font pas seulement avancer la compréhension des positions israéliennes, ils sont également instrumentaux par rapport aux questions juives en général qui souvent se recourent et qui, prises à part, ont une importance égale aux problèmes directement inhérents à Israël.

Lorsque vous parlez de «questions juives en général», à quoi pensez-vous exactement ?

En tout premier à la lutte contre l'antisémitisme. Toutefois, j'estime que nous avons une énorme responsabilité en ce qui concerne la préservation de l'héritage juif en Europe. En effet, nous sommes face au danger qu'avec le temps, l'énorme contribution juive à l'essor de l'Europe soit progressivement oubliée. Rétablir et maintenir cet aspect de la mémoire est une tâche primordiale qui constitue le plus bel hommage que nous puissions rendre et le plus beau mémorial que nous puissions ériger pour ceux qui ont été assassinés à travers toute l'Europe pendant la Shoah. Ce message semble être particulièrement bien compris et perçu par les nouveaux États membres de l'UE. Le maintien vivant de cette mémoire constitue aussi une forme de lutte contre l'antisémitisme. Il est donc important de créer une sorte de coalition d'actions comprenant Israël, les communautés juives en Europe et les pays européens afin d'agir dans ce sens.



Pouvez-vous nous donner un exemple concret ?

La disparition progressive de la contribution juive à l'essor de l'un ou l'autre des pays européens dans le savoir collectif peut être constatée un peu partout en Europe. Mais je reviendrai à la Pologne où trois millions et demi de Juifs ont vécu pendant huit cents ans et où des milliers d'entre eux ont contribué au développement scientifique, culturel, médical et économique du pays. Aujourd'hui, très peu de jeunes Européens sont au courant de cette participation juive. Cette réalité s'est pour ainsi dire évaporée avec la Shoah. Nous devons sérieusement tout mettre en œuvre pour que cette partie de la mémoire soit rétablie. Il y a bien entendu les moyens traditionnels comme les musées ou les mémoriaux qui informent le public, mais cela est de loin insuffisant. Cette mémoire doit être intégrée dans les cours d'histoire dans les écoles à travers l'Europe. C'est là l'une des responsabilités d'Israël de s'assurer que de telles démarches soient entreprises. D'ailleurs, dans l'accord particulier que nous avons avec l'UE relatif à la politique européenne avec les pays avoisinants, dont je vous ai parlé au début de notre entretien, il y a un paragraphe spécial concernant la coopération dans le domaine de l'éducation. C'est dans ce cadre que nous, Israéliens, avons la possibilité d'agir afin que cette énorme contribution juive ne soit jamais oubliée. Pour ma part, j'estime que c'est là le moindre des hommages que nous pouvons rendre à ceux qui ont été assassinés dans la Shoah.

Nous entendons de plus en plus parler du risque que l'UE impose des sanctions économiques contre Israël.

Les produits en provenance des terres juives de Judée-Samarie-Gaza sont déjà frappés d'une sorte de «marque d'infamie», ils portent une mention particulière. Existe-t-il véritablement un risque que les produits israéliens soient boycottés en Europe ?

A long terme, il s'agit là d'un problème très sérieux. Je ne pense pas qu'une organisation officielle en Europe puisse adopter une politique de boycott économique d'Israël. Une telle décision pourrait être prise à l'égard de l'Iran qui ne joue pas la transparence et qui poursuit ouvertement une politique très agressive et dangereuse. Israël, qui met tout en œuvre pour arriver à établir une paix négociée satisfaisante pour toutes les parties, ne peut raisonnablement pas être menacée de cette manière. Il faut tout de même rappeler qu'un certain nombre de pays, qui n'hésitent pas à violer ouvertement les règles du droit international et des droits de l'homme, ne sont pas inquiétés de la sorte. De plus, je reviens à mon idée première qui veut que si l'Europe désire avoir un statut d'interlocuteur valable au Proche-Orient, elle ne peut se permettre de prendre de telles mesures face à Israël. Elle perdrait toute crédibilité et ne serait absolument plus écoutée. Finalement, Israël est le plus grand importateur de marchandises européennes au Moyen-Orient. Cela dit, il existe un certain nombre d'initiatives privées qui vont dans ce sens et nous entreprenons tout ce qui est en notre pouvoir afin d'éviter que les exportations israéliennes n'en souffrent. Mais nous sommes très éloignés d'un boycott officiel par l'UE.

Vous nous dites qu'Israël est le plus important parte-



Pour Israël, il est important de développer des relations avec les nouveaux États membres de l'UE. Voici le président de la Knesset M. Ruby Rivlin en visite officielle en Lettonie, reçu par Mme Ingrida Udre, présidente du parlement letton.

naire commercial de l'UE au Moyen-Orient. Lorsque l'on connaît la puissance du pouvoir d'achat des États pétroliers, cela peut sembler étonnant. Comment expliquez-vous cette réalité ?

Nous sommes une économie moderne disposant d'une industrie avancée qui a besoin d'acheter les machines, les outillages et les matières premières qu'offre l'Europe. La qualité et le niveau de vie en Israël sont très élevés et par conséquent, nous sommes un facteur économique non négligeable. De plus, nous participons à de nombreux programmes de recherche et de développement en Europe, y compris sur le plan financier.

Pensez-vous qu'au sein de l'Europe, l'Allemagne, en raison des crimes qu'elle a commis à l'égard du peuple juif, ait une obligation particulière de soutenir Israël ?

J'entretiens d'excellents rapports avec mes collègues allemands en poste à Bruxelles. J'ai souvent été en Allemagne où j'ai rencontré mes homologues avec lesquels j'ai eu des dialogues approfondis. Le passé est en permanence présent dans leur manière de penser ainsi que dans leur approche face à Israël et aux questions juives en général. Je ne ressens pas la nécessité de leur rappeler leur histoire récente, qui en fait est notre Histoire, mais je pense que cette terrible tragédie a laissé une marque dont les consé-

quences se feront ressentir dans nos relations bilatérales pendant très longtemps encore.

En plus de l'évolution du dialogue politique, comment voyez-vous le développement des relations avec l'UE ?

Je pense que nous devons avant tout concentrer nos efforts sur le développement des relations économiques et scientifiques. A cet égard, je rappellerai qu'Israël fait partie de ce club très fermé et réduit des nations qui ont la possibilité de contribuer à la recherche spatiale au même niveau que celui des pays européens.

Estimez-vous nécessaire qu'Israël devienne membre de l'UE ?

Il s'agit d'un problème très complexe. A première vue, cela semble très attrayant et comme étant «la chose juste à faire». En y regardant de plus près, on se rend compte que ceci implique un grand nombre de problèmes fondamentaux et je ne suis pas persuadé qu'une telle adhésion constitue une option optimale pour le bien d'Israël, ni d'ailleurs pour celui de l'Europe. Si en définitive nous excluons cette option, il reste un grand champ d'activités où les deux parties peuvent coopérer et participer à un essor bénéfique à l'ensemble des populations concernées.